

Nicolas Sarkozy face aux

A sept mois du premier tour de la présidentielle, des élus et des personnalités de l'UMP s'interrogent sur sa candidature naturelle



Donné battu par tous les sondages (1) qui mesurent sa popularité depuis mai 2007, Nicolas Sarkozy est-il toujours le bon candidat pour faire gagner la droite en 2012 ?

Plusieurs élus UMP, sans tabou ni complexe, et ne craignant pas les foudres élyséennes, posent, désormais publiquement, la question qui irrite et qui dérange. Le 25 septembre dernier, le soir où la droite a perdu le Sénat qu'elle présidait depuis 1958, des parlementaires de la majorité présidentielle voient dans cette défaite, inimaginable il y a quelques années encore, la marque évidente du rejet du chef de l'État, de sa politique et des affaires qui l'éclaboussent. Après les élections municipales, régionales et cantonales toutes marquées par des victoires de la gauche, la Haute Assemblée vient à son tour de basculer dans le camp adverse. Un bien mauvais présage avant l'élection présidentielle et les législatives qui suivront. Cette défaite de plus est la goutte qui fait déborder le vase bien trop plein. Alors

que la gauche entre triomphalement au Palais du Luxembourg, le député UMP Philippe Marini reconnaît, devant les caméras, que la question de la candidature de Nicolas Sarkozy se pose et fait même l'objet de discussions entre les parlementaires de droite. Ils estiment que « la question d'un autre candidat est légitime ». Agacés par ce qu'ils entendent dans leur circonscription et craignant pour leur propre réélection en 2012, certains annoncent déjà : « Sarko nous emmène dans le mur! »

Juppé : « S'il est candidat... »

C'est sans doute aller un peu vite en besogne car tout le monde sait qu'en France, et plus encore à sept mois d'un scrutin, l'extrême versatilité de l'électorat d'une présidentielle peut réserver bien des surprises. Le Parti socialiste a subi les sarcasmes de l'UMP en affichant pas moins de six candidats potentiels à la présidentielle, mais qui, dans les rangs de l'UMP, pourrait demain suppléer l'improbable, mais toujours possible, défaillance de Nicolas Sarkozy ? Une fois écarté Jean-François Copé qui a déjà postulé pour 2017, restent François Fillon, Premier ministre, et Alain Juppé, mi-

nistre des Affaires étrangères. Loyal depuis le début du quinquennat, François Fillon ne s'est cependant jamais privé d'affirmer son indépendance d'esprit. Tout récemment encore, sur les primaires qui sont pour lui un « processus moderne qui convient à droite comme à gauche » (2), alors que pour Nicolas Sarkozy, elles sont « contraires à l'esprit de la V^e République ».

Alain Juppé, le ministre des Affaires étrangères qui a presque fait oublier le fiasco de Michèle Alliot-Marie, profite pleinement de ce retour en grâce pour déployer sa carrure d'homme d'Etat. Lui aussi sait ce que loyauté veut dire, et le 29 septembre dernier, il a affirmé qu'il aiderait « sans ambiguïté » Nicolas Sarkozy pour la présidentielle, avant d'ajouter : « S'il est candidat... » La question se pose donc vraiment. Même au sein du gouvernement.

ANDRÉ FOURNON
afournon@nicematin.fr

1. Baromètre Ipsos-Logica du 3 octobre 2011 : François Hollande : 32% ; Nicolas Sarkozy : 21% ; Marine Le Pen : 16%.

2. Une opinion conforme à la majorité de la population : selon un sondage TNS-Sofres du 16 octobre 2011, 55 % des Français sont favorables à une primaire à l'UMP pour 2017.

Roland Cayrol : « Il est persuadé qu'il est meilleur que les autres »

Sarkozy est-il le bon candidat pour faire gagner la droite ?

On peut se poser la question, mais il va falloir que les électeurs et les dirigeants de l'UMP s'habituent à l'idée qu'il va être candidat. Il va y aller et, progressivement, ça calmera les ardeurs.

Comment peut-il justifier sa candidature ?

Il est le candidat naturel parce qu'il est le Président sortant, qu'il peut s'imposer et qu'il a un bilan. Qu'on apprécie ou pas ce qu'il a fait pendant

quatre ans, c'est quantitativement extrêmement important.

Il faut remonter à 1981-1982 pour avoir une

activité gouvernementale et législative équivalente.

Pourtant, 68% des Français ne le veulent plus à l'Élysée...

C'est exact, car ce bilan est considéré négativement par la majorité des Français, dont un quart des sympathisants UMP et un quart des gens qui ont voté Sarkozy au premier tour en 2007. C'est dans le cœur même de son électorat qu'il y a désormais un doute, voire un rejet. A sept mois de l'élection, ça ne s'était jamais vu.

Peut-il prendre le risque de perdre ?

Je le crois, parce qu'il est persuadé qu'il est meilleur que les autres et qu'il va gagner. Il est convaincu qu'une bonne

partie de l'élection va se faire sur la capacité à jouer un rôle au niveau mondial, sur le volet économique. Sarkozy a le sentiment qu'il est le seul à droite et, probablement depuis qu'il n'y a plus DSK, le seul tout court, à pouvoir dire qu'il connaît bien ce niveau-là.

Quelles sont ses réserves de voix ?

Un candidat de droite, même un prestidigitateur comme Sarkozy, ne peut passer sans attraper les voix d'extrême droite et les voix modérées. L'équation est cependant difficile car, plus on fait un effort vers l'extrême droite, plus on choque beaucoup d'électeurs du centre ou modérés. Mais si on ne fait pas les deux, on ne passe pas.



Roland Cayrol, politologue au Cevipof et professeur à Sciences Po Paris.

Remaniements, démissions, défaites électorales, affaires :

15 NOVEMBRE

Jean-Louis Borloo, un temps pressenti Premier ministre, ne résiste pas au remaniement et au maintien de François Fillon à Matignon. Il daigne la porte du gouvernement et se pose en potentiel candidat à la présidentielle.



17 NOVEMBRE

Jean-François Copé, qui ne fait pas mystère de sa candidature à la présidence de la République en 2017, prend la direction de l'UMP au grand dam de quelques amis proches de Nicolas Sarkozy.



26 FÉVRIER

Michèle Alliot-Marie, ministre des Affaires étrangères, démissionne du gouvernement, emportée par le scandale provoqué par ses vacances tunisiennes et pour avoir proposé le « savoir-faire » de la police française à Ben Ali, incapable de mater les prémices du Printemps arabe.



26 FÉVRIER

Ministre de l'Intérieur emblématique et ami de trente ans de Nicolas Sarkozy, Brice Hortefeux quitte le gouvernement, trop marqué par l'affaire des « Auvergnats » qui lui a valu d'être poursuivi en justice pour injures privées. Il prépare la candidature de Nicolas Sarkozy.



27 MARS

Lourde défaite de la droite aux élections cantonales. La gauche poursuit sa marche en avant, un an après la conquête de la quasi totalité des régions de France.



15 MAI

DSK est arrêté à New York pour agression sexuelle. Nicolas Sarkozy perd l'adversaire socialiste qu'il s'appretait à affronter et auquel il avait ouvert les portes du FMI. Ce fait-divers politique frappe de plein fouet le PS mais redynamise le débat sur la primaire pour désigner le remplaçant du champion déchu.



doutes de ses partisans

Le casse-tête des trouble-fête

Marine Le Pen sur les talons de Sarkozy

En embuscade dans les sondages, et carrément sur les talons de Sarkozy, Marine Le Pen impose son nouveau statut de patronne du FN. Son rêve : réitérer le 21 avril 2002 et être au second tour en 2012, après avoir éliminé Sarkozy. Seule face au candidat de gauche, elle souhaite représenter la nouvelle droite, débarrassée sans doute de l'image d'un père bien encombrant. Ballotée par la crise et les affaires, la majorité lui sert sur un plateau tous les arguments pour rallier l'électorat déçu qui réduit les politiques à un lapidaire « *tous pourris* » et qu'avait emprunté Sarkozy en 2007. Son programme électoral est sommaire, essentiellement construit autour d'une promesse de sortie de l'euro qui serait, selon elle, à l'origine de la ruine industrielle et sociale de la France dont l'UMP et le PS seraient responsables.

Bayrou, Morin, Borloo, diviseurs des centres

Posé au centre, François Bayrou



Marine Le Pen, François Bayrou, Hervé Morin et Nicolas Dupont-Aignan.

oscille à gauche et à droite tel un culbuto. Incapable de choisir entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal en 2007, le patron du MoDem s'est engagé à se prononcer pour l'un des deux candidats du second tour en 2012. Depuis que le climat s'est apaisé entre le centriste et Sarkozy, les deux hommes se téléphonent, se rencontrent, et leur entente cordiale, judicieusement affi-

chée, aurait, dit-on, suffisamment mis la pression sur Jean-Louis Borloo pour que celui-ci renonce à être candidat. Encombrant pour Bayrou et empoisonnant pour Sarkozy, contraint à faire le plein des voix dès le premier tour, Borloo aurait en effet puisé chez les électeurs modérés dont l'un et l'autre ont tant besoin. Il ne reste donc plus qu'Hervé Morin sur la route de

Bayrou et de Sarkozy. Moins dangereux que Borloo, l'ancien ministre de la Défense vient de se lancer dans une campagne très toxique contre le patron du MoDem, répétant sans modération que « voter Bayrou, c'est voter socialiste », tout en soulignant qu'il soutiendra le candidat de droite au second tour. En bon centriste, Bayrou s'entend évidemment très bien avec Hol-

lande. Sans doute pour le plus grand malheur de Sarkozy.

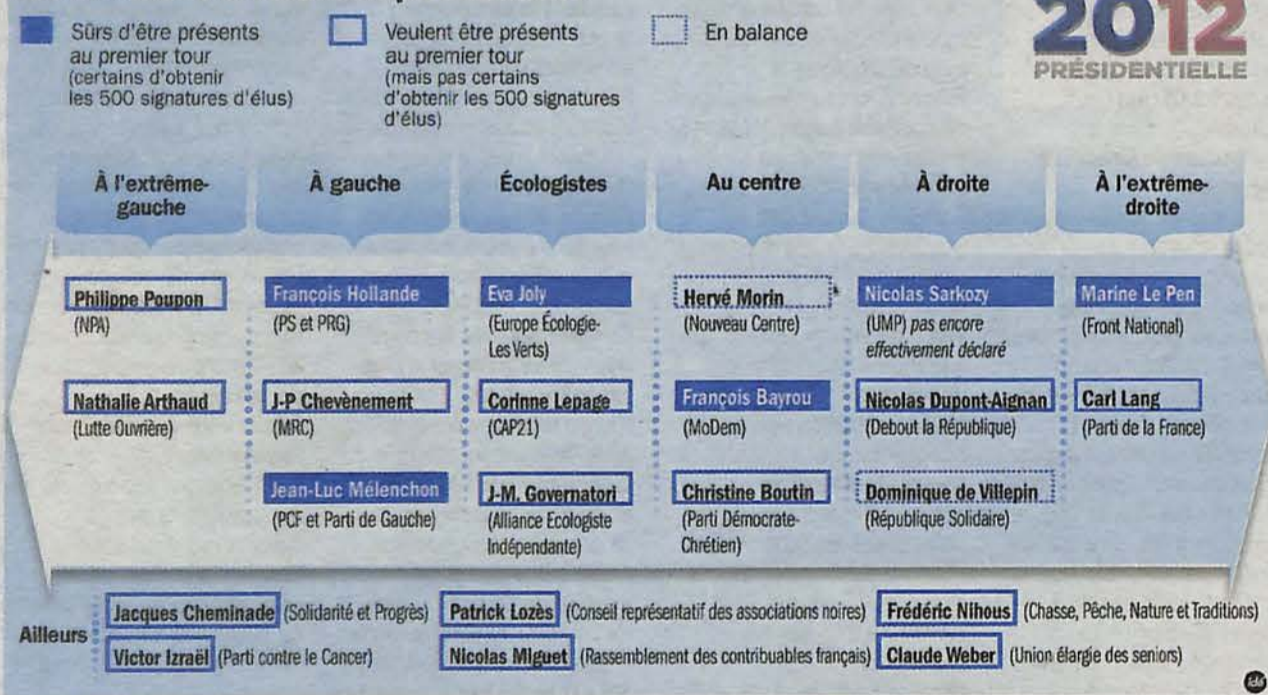
Villepin, Boutin, Dupont-Aignan, micro-candidats

Ennemi juré de Sarkozy, Dominique de Villepin a créé la surprise en quittant la présidence de « République solidaire », le micro-parti créé en 2010 pour le porter durant sa campagne présidentielle. Il aurait pris cette décision pour créer un rassemblement trans-partisan. En clair, conscient d'être très bas dans les sondages, il pourrait pactiser avec Bayrou...

A suivre également, deux autres grignoteurs de voix, Christine Boutin, présidente du Parti chrétien démocrate (associé à l'UMP), qui vient de lancer sa campagne présidentielle, et Nicolas Dupont-Aignan, gaulliste fâché avec l'UMP, président de « Debout la République ». De plus en plus critique à l'égard de Sarkozy, le candidat gaulliste a récemment invité le chef de l'Etat à ne pas se présenter en 2012... C'est dire.

A. F.

Les candidats à l'élection présidentielle



En 2001 et en 2006 où en était la droite ?

Octobre 2001 : Jacques Chirac totalise 26% d'intentions de vote, Lionel Jospin 23% et Jean-Marie Le Pen 6%. Le 17 avril 2002, Ipsos constate que les lignes ont bougé. Chirac est en net recul à 20%, Jospin à 18% et Le Pen poursuit sa remontée à 14%. Mais personne n'imagine le cataclysme à venir. Le 21 avril, Jospin (16,18%) est éliminé du second tour, laissant face

à face Chirac (19,88%) et Le Pen (16,86%). **Octobre 2006 :** Nicolas Sarkozy est à 34%, Ségolène Royal 28%, Jean-Marie Le Pen 12% et François Bayrou 8%. Le 20 avril 2007, Sarkozy est estimé par CSA à 25,5%, Royal 23,5%, Bayrou 19% et Le Pen 16,5%. Le 22 avril 2007, au 1^{er} tour, Sarkozy siphonne le FN et obtient 31,18%, Royal, 25,87%, Bayrou 18,57% et Le Pen 10,44%.

douze mois dans la tourmente

<p>2 SEPTEMBRE</p> <p>Jean-Pierre Raffarin critique publiquement la décision du gouvernement de taxer les parcs de loisirs. Il annonce également boycotter le petit-déjeuner hebdomadaire de la majorité à l'Élysée. L'explication entre l'ancien Premier ministre et Nicolas Sarkozy sera explosive.</p>	<p>12 SEPTEMBRE</p> <p>Robert Bourgi, ancien pilier de la Françafrique, proche de Nicolas Sarkozy, accuse Jacques Chirac, Dominique de Villepin et aussi Jean-Marie Le Pen d'avoir reçu des fonds occultes des chefs d'Etat africains.</p>	<p>14 SEPTEMBRE</p> <p>Dominique de Villepin ne sera pas pendu à un croc de boucher comme le souhaitait Nicolas Sarkozy. Il est relaxé en appel dans le procès Clearstream et reste un candidat potentiel à la présidentielle.</p>	<p>23 SEPTEMBRE</p> <p>L'épouse de Thierry Gaubert, un proche de Nicolas Sarkozy, déclare au juge chargé de l'enquête sur l'affaire Karachi, que son mari transportait d'importantes sommes d'argent liquide. En ligne de mire, le financement de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1993, alors soutenu par Nicolas Sarkozy.</p>	<p>25 SEPTEMBRE</p> <p>Le Sénat bascule à gauche pour la première fois depuis 1958. Jean-Pierre Bel, président PS du Sénat, promet de tempérer la « frénésie législative » du chef de l'Etat jusqu'à l'élection présidentielle et de jouer à plein son rôle d'opposant à sa politique.</p>	<p>9 OCTOBRE</p> <p>La primaire socialiste est un vrai succès avec près de 2,7 millions de votants au premier tour. L'UMP, qui avait parié sur la désunion des six candidats et le désintérêt des électeurs, en est pour ses frais. A l'UMP, on parle désormais d'organiser une primaire dès 2017 et d'inscrire le principe dans la Constitution.</p>
--	---	---	--	---	--

Guaino : « Nicolas Sarkozy

S'il ne doit en rester qu'un, ce sera lui. Les élus UMP peuvent bien s'interroger sur la légitimité du chef de l'Etat à briguer un second mandat en avril prochain, les députés et sénateurs du parti majoritaire égratigner le bilan du président de la République, François Fillon et Xavier Bertrand louer le principe d'une primaire à droite, Henri Guaino n'abandonnera pas Nicolas Sarkozy en rase campagne. A sept mois de l'élection présidentielle, le conseiller spécial de l'Elysée passe à l'offensive et de l'ombre à la lumière. Défenseur en chef du président de la République, Guaino multiplie les déplacements sur le terrain (il était à Nice le 11 septembre pour le meeting anti-Front national organisé par Christian Estrosi) et occupe les plateaux de télévision pour vanter les qualités de son capitaine à qui il prédit

une réélection, pour lui incontestable. L'ancien soutien du candidat Jacques Chirac, dont il inspira la campagne de 1995 autour de la *Fracture sociale*, ne manque pas d'arguments pour convaincre son auditoire : « *La voix de la France n'a jamais été aussi forte depuis des décennies* », assure ce proche de Philippe Séguin et de Charles Pasqua. « *Sans lui, l'Europe serait partie en ordre dispersé face à la crise* », poursuit Guaino. « *Il a affronté la crise, fait des réformes avec le souci de préserver la cohésion sociale et la paix civile* ». Le conseiller de l'Elysée demeure convaincu que 2012 se jouera au-dessus des partis et des compromissions et que la victoire reposera sur un « *discours de vérité* » capable de redonner de l'espérance aux Français. Il s'y emploie.

OLIVIER BISCAÏE
obiscaye@nicematin.fr



Henri Guaino : « La crise appelle la reconstruction de la société et de l'économie. » (Photos Franz Chavaroche)

Discours de Grenoble : « Une erreur sur la forme »

Nicolas Sarkozy a-t-il changé ?

Comment pourrait-on ne pas changer quand on exerce des responsabilités aussi écrasantes ? Déjà une simple campagne présidentielle ça vous change... L'exercice de la fonction vous donne plus de gravité, le sens de l'histoire, de la durée. Vous ne pouvez pas exercer ces fonctions en restant un homme politique ordinaire. Vous devez devenir un homme d'Etat.

L'est-il devenu ?

Je crois qu'il a démontré qu'il n'a cessé de l'être toujours davantage depuis quatre ans. Nous vivons une période particulière dans laquelle le tragique de l'histoire nous saute à la figure de nouveau. On le voit dans l'accident de Fukushima, les révolutions arabes, l'Afghanistan, la crise économique, et forcément lorsque vous

êtes président de la République, vous devez intégrer cette dimension tragique de l'Histoire.

Que répondez-vous à ceux qui disent qu'il a abîmé la fonction présidentielle ?

Ah bon, il a abîmé la fonction présidentielle ? Mais en quoi ? En évitant que le monde s'effondre dans la crise ? Ces gens auraient dû aller à Abidjan voir l'accueil que lui a réservé la foule ivoirienne ; ils auraient dû aller en Lybie, à Benghazi où la plupart des habitants lui doivent la vie ; ils auraient dû aller voir les 100 000 personnes qui l'ont accueilli en Géorgie à Tbilissi qu'il avait sauvée de l'invasion Russe... La voix de la France n'a jamais été aussi forte depuis des décennies. Sans lui il n'y aurait jamais eu de G20, sans lui l'Europe serait partie en ordre dispersé

face à la crise. Il a fait des réformes sans précédent en France avec le souci de préserver la cohésion sociale et la paix civile. En quoi tout cela est-il indigne ?

Le discours de Grenoble, une erreur ?

Sur la forme, oui, même s'il faut se souvenir de l'émotion provoquée par une explosion de violence inacceptable. Car la parole d'un président est trop lourde de conséquence, de symbolique pour être exprimée de cette manière. Il doit avoir une parole qui apaise et qui rassemble, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne doit pas être ferme, qu'elle ne doit pas faire preuve d'autorité. Le président y a beaucoup réfléchi. C'est tout à son honneur.

François Léotard a dénoncé les dérives

monarchiques du président...

La France est un vieux pays monarchique et à vouloir trop désacraliser la fonction, on s'attire autant de critiques qu'en voulant mettre trop de distance entre le président et les Français. Demandez à monsieur Giscard d'Estaing. Depuis qu'il a fait réformer la Constitution, Nicolas Sarkozy est le président qui a le moins de pouvoirs depuis 1958. Mais nous avons en France une conception de la souveraineté qui est concentrée au sommet de l'Etat parce que chez nous l'Etat c'est essentiel. Et c'est essentiel parce que c'est l'antidote à toutes les féodalités.

Nicolas Sarkozy vous fascine-t-il ?

Oui, dans sa capacité à toujours être dans l'action...

« Frustré de ne pouvoir assumer ce que je propose »

Votre rôle va-t-il évoluer pendant la campagne ?

Je continuerai à être le conseiller spécial du Président, à travailler sur les discours et à alimenter la réflexion, mais je ferai aussi davantage de politique, plus de débats et plus de réunions publiques. Parce que la présidentielle c'est un combat politique.

Compte tenu de la crise, vous serez au cœur d'une campagne triste...

Pas du tout ! La crise appelle la reconstruction de la société et de l'économie et c'est sur ce terrain que va se déployer la campagne. Ce sera une campagne empreinte de gravité non de tristesse et l'ampleur des enjeux la rend passionnante. **S'il est réélu, vous aimeriez**

troquer les mots contre les actes, par exemple, au sein du gouvernement ?

Je ne me poserais pas la question de mon avenir personnel avant le soir du deuxième tour. Même si je reconnais une frustration à ne pouvoir assumer les conséquences, positives ou négatives, de ce que je propose. Il vient toujours un moment où l'on éprouve le besoin d'être responsable de ses actes.

Serez-vous candidat aux législatives ?

C'est une question que je ne me poserais qu'après l'élection présidentielle.

Quoiqu'il arrive, vous continuerez en politique ?

Ça en agace tellement, que j'ai envie d'en faire toujours plus !

La question de l'internaute

Mathieu Bonnet

Que pensez-vous des idées défendues par Arnaud Montebourg, et faut-il aller plus loin en matière de protectionnisme ?

« Arnaud Montebourg pose de bonnes questions, ce qui explique le score qu'il a obtenu. Les pays développés sont tous dans cette situation car ils ont accepté il y a trente ans de construire une mondialisation sans règles. Pour compenser les dégâts commis dans l'économie et la société, ils ont pratiqué la fuite en avant dans l'endettement public et privé. Le protectionnisme est un moyen de se mettre à l'abri de ses propres faiblesses. Je pense que c'est moralement et économiquement désastreux. Je préfère la solution qui consiste à lutter contre les dumpings et la concurrence déloyale. »

Bio express

1957 : naissance à Arles

1982-1986 : économiste au Crédit Lyonnais

1992 : vote non au traité de Maastricht

1995-1998 : commissaire général au Plan

2007 : conseiller spécial de Nicolas Sarkozy

